

ACTION URGENTE

CHINE. DES OÙIGHOURS MIS EN EXAMEN EN RAISON DE TRANSFERTS DE FONDS

Mahira Yakub, une femme ouïghoure qui travaillait pour une compagnie d'assurance, a été mise en examen en janvier 2020 pour des accusations de « soutien matériel à des activités terroristes » liées à des transferts de fonds à ses parents en Australie. D'après sa sœur, ces fonds avaient été transférés en juin et juillet 2013 afin d'aider ses parents à acheter une maison. La tante et l'oncle de Mahira Yakub ont également été mis en examen pour les mêmes accusations et sont actuellement en liberté sous caution. Mahira Yakub est détenue depuis avril 2019 sans pouvoir communiquer avec sa famille ou un avocat, ce qui suscite de graves inquiétudes quant à son état de santé et son bien-être, notamment car elle a souffert de problèmes de foie lors d'une précédente détention.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

*Procureur adjoint du parquet populaire de la préfecture autonome kazakhe d'Ili
Han Jielong
Lane 4, Sidalin (West) Lu
Yining Shi 835000
Ili Kazakh Autonomous Prefecture
Xinjiang Uyghur Autonomous Region
Chine*

Monsieur le procureur adjoint,

*Je vous écris pour vous faire part de ma préoccupation pour **Mahira Yakub** (玛依拉·亚库甫), une employée d'une compagnie d'assurance qui a été mise en examen par vos services en janvier 2020 pour des accusations de « soutien matériel à des activités terroristes » (资助恐怖活动罪), en raison d'un transfert de fonds à ses parents en Australie effectué en 2013. D'après la sœur de Mahira Yakub, ces fonds étaient destinés à aider ses parents à acheter une maison. Personne n'a pu voir Mahira Yakub ou s'entretenir avec elle depuis sa disparition en avril 2019.*

*Je m'inquiète également pour la tante et l'oncle de Mahira Yakub, **Gulbekram Memtimin** (麦米提敏·古勒拜克热木) et **Qasim Tohti** (托合提·哈斯木), qui ont également été mis en examen pour les mêmes accusations. Deux des trois transferts de fonds avaient été effectués par la tante et l'oncle de Mahira Yakub.*

Gulbekram Memtimin et Qasim Tohti ont été libérés sous caution, mais Mahira Yakub est détenue au centre de détention de Yining. Mahira Yakub n'a pas été autorisée à contacter sa famille ni à consulter un avocat, ce qui accentue mes graves inquiétudes quant à son état de santé et son bien-être, particulièrement car elle avait déjà été privée de soins médicaux adaptés lorsqu'elle avait souffert de problèmes de foie pendant sa détention dans un centre de « transformation par l'éducation » de mars à décembre 2018.

Je vous demande donc :

- de libérer Mahira Yakub, à moins qu'il n'existe des éléments crédibles, suffisants et recevables tendant à prouver qu'elle a commis une infraction reconnue par le droit international et qu'elle ne soit jugée dans le cadre d'un procès conforme aux normes internationales d'équité ;
- d'abandonner les charges retenues contre Mahira Yakub, Gulbekram Memtimin et Qasim Tohti et de veiller à ce qu'ils bénéficient d'un procès équitable conforme aux normes internationales ;
- d'autoriser Mahira Yakub à contacter sa famille, de lui fournir sans délai les soins médicaux adéquats dont elle aura besoin ou qu'elle demandera, de lui permettre de bénéficier de l'assistance d'un avocat de son choix et de veiller à ce qu'elle ne soit pas soumise à des actes de torture et d'autres mauvais traitements.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de ma haute considération,

COMPLEMENT D'INFORMATION

Mahira Yakub travaillait pour China Life Insurance Co. Elle vendait également des noix sur des marchés locaux et donnait des cours du soir de mandarin à des enfants ouïghours. Lorsque Mahira Yakub a disparu en avril 2019, sa sœur a demandé de l'aide aux autorités d'Australie, où elle vit. Ce n'est qu'en septembre 2019 qu'elle a appris, grâce à des communications entre les autorités australiennes et l'ambassade chinoise à Canberra, que Mahira Yakub avait été arrêtée le 15 mai 2019 pour des soupçons de financement d'activités terroristes et qu'elle avait été « poursuivie en justice en juillet 2019 pour des accusations de financement d'activités terroristes et [qu'elle était] en bonne santé ».

Les parents de Mahira Yakub sont accusés par les autorités chinoises d'être des « terroristes en fuite », mais ont malgré tout pu rendre visite à leurs enfants en Chine sans problème en 2015 et 2016. Ils n'ont pas été inquiétés par les autorités australiennes pour des accusations d'activités criminelles.

D'après la sœur de Mahira Yakub, l'argent qu'elle avait transféré à ses parents en juin et juillet 2013 était destiné à les aider à acheter une maison en Australie. Sa sœur a gardé les documents justificatifs, et notamment les reçus de virements bancaires et la confirmation de l'achat de la maison. Les autorités chinoises affirment également que Mahira Yakub était en possession d'éléments encourageant l'extrémisme, notamment 66 photos. Sa sœur pense cependant que ces photos étaient des photos d'elle, de Mahira Yakub et de sa mère portant un voile.

Aucune raison n'a été donnée pour justifier la détention de Mahira Yakub dans un établissement de « transformation par l'éducation » de mars à décembre 2018. On ignore si cette détention était liée aux transferts de fonds à ses parents.

D'après sa sœur, Mahira Yakub n'a pas pu être représentée par un avocat en raison de son origine ouïghoure. Amnesty International a recensé plusieurs cas de membres de minorités ethniques dans le Xinjiang qui n'ont pas pu bénéficier d'une assistance juridique car les avocats craignaient des représailles s'ils les représentaient.

Le Xinjiang est l'une des régions chinoises dont la population est la plus diversifiée sur le plan ethnique. Plus de la moitié de ses 22 millions d'habitants appartiennent à des groupes ethniques principalement d'origine turque et majoritairement musulmans, parmi lesquels les Ouïghours (environ 11,3 millions de personnes), les Kazakhs (environ 1,6 million) et d'autres populations dont les langues, les cultures et les modes de vie sont très différents de ceux des Hans, qui sont majoritaires en Chine « intérieure ».

En mars 2017, les autorités du Xinjiang ont adopté le « Règlement de lutte contre l'extrémisme », qui définit et interdit un large éventail de comportements qualifiés d'« extrémistes », tels que la « diffusion de pensées extrémistes », le fait de critiquer ou de refuser d'écouter ou de regarder des émissions de la radio et de la télévision publiques, le port de la burqa, le port d'une barbe « anormale », le fait de s'opposer aux politiques nationales, et la publication, le téléchargement, le stockage et la lecture d'articles, de publications ou de matériel audiovisuel présentant un « contenu extrémiste ». Cette réglementation a en outre instauré un « système de responsabilisation » destiné aux cadres du gouvernement pour les activités de « lutte contre l'extrémisme », et mis en place une évaluation annuelle de leurs performances.

On estime que jusqu'à un million de Ouïghours, de Kazakhs et d'autres membres d'ethnies à majorité musulmane sont détenus dans des centres de « transformation par l'éducation ». Les autorités chinoises ont nié l'existence de ces lieux jusqu'en octobre 2018, et ont ensuite affirmé qu'il s'agissait de centres de « formation professionnelle » gratuite et volontaire. Selon elles, l'objectif de cette formation est de fournir des enseignements techniques et professionnels pour permettre à ces personnes de trouver un emploi et de devenir des citoyens « utiles ». Les explications de la Chine, cependant, contredisent les informations recueillies auprès d'ancien-ne-s détenu-e-s faisant état de coups, de privation de nourriture et de détention à l'isolement.

La Chine a rejeté les demandes de la communauté internationale, y compris d'Amnesty International, l'appelant à autoriser les experts indépendants à se rendre librement dans la région du Xinjiang. En revanche, elle a multiplié les efforts pour faire taire les critiques en invitant des délégations de divers pays à se rendre au Xinjiang pour des visites soigneusement orchestrées et surveillées de près.

LANGUES À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : chinois, anglais
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 2 juillet 2020
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOMS ASSOCIÉS : Mahira Yakub (elle), Gulbekram Memtimin (elle) et Qasim Tohti (il)